



Rural Evaluation NEWS

LETTRE D'INFORMATION DU HELPDESK ÉVALUATION EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Des RAMO 2019 à l'évaluation ex ante du **plan stratégique de la PAC**



Après avoir rendu compte de leurs évaluations dans les rapports annuels de mise en œuvre (RAMO) 2019, les États membres font maintenant le point sur les enseignements tirés pour préparer l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC. Afin de soutenir les États membres, de tirer des enseignements de leurs expériences et de mieux se préparer, le Helpdesk Évaluation a abordé deux questions principales lors des événements annuels de renforcement des capacités organisés en 2019 dans le cadre de son programme EvaluationWORKS! :

1. Quels sont les principaux enseignements des RAMO 2019 pour la mise en place du système de suivi et d'évaluation après 2020 ?
2. Quels enseignements doivent être pris en compte lors de l'évaluation ex ante des plans stratégiques de la PAC pour la période 2021-2027 ?

Ces événements de renforcement des capacités ont eu lieu en 2019 et quelques-uns se sont tenus en janvier 2020. Au total, 23 événements ont eu lieu pour 25 États membres.

Le Helpdesk Évaluation fournit l'ensemble des méthodes et du matériel pour les formations EvaluationWORKS!, offrant des outils pour couvrir, de manière structurée, les questions générales encore en suspens, outils qui ont été adaptés aux



ACTUALITÉS

Veiller à ce que les dépenses répondent aux objectifs : Lier les indicateurs de résultats et les objectifs spécifiques

PAGE 8



BONNES PRATIQUES

Comment démontrer les réalisations et les impacts des PDR : enseignements tirés des évaluations présentées dans les RAMO 2019

PAGE 19



RETOUR AUX FONDAMENTAUX

Gestion des données pour l'évaluation des effets du PDR

PAGE 22



ÉVÉNEMENTS

Calendrier des événements passés et à venir

PAGE 24

besoins des différents États membres par les experts géographiques correspondants. Ces événements ont donné l'occasion aux acteurs de l'évaluation dans chaque État membre d'identifier et d'analyser les défis auxquels ils ont été confrontés et de proposer des solutions potentielles afin d'améliorer leur capacité d'évaluation pour l'avenir.

Les événements EvaluationWORKS! 2019 visaient :

- à parvenir à une compréhension commune de la qualité des évaluations ;
- à tirer des enseignements en collaboration afin d'améliorer la qualité des évaluations futures ;
- à réfléchir à la manière dont l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC 2021-2027 peut être la plus utile.

Les événements EvaluationWORKS! 2019 ont été suivis par 492 participants. Les principaux groupes de participants étaient les autorités de gestion (44%), suivis des évaluateurs (19%) et des organismes payeurs (9%).

Figure 1: Nombre total de participants par rôle

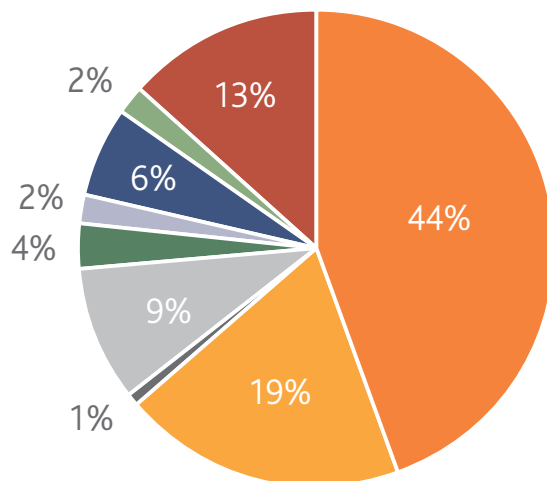
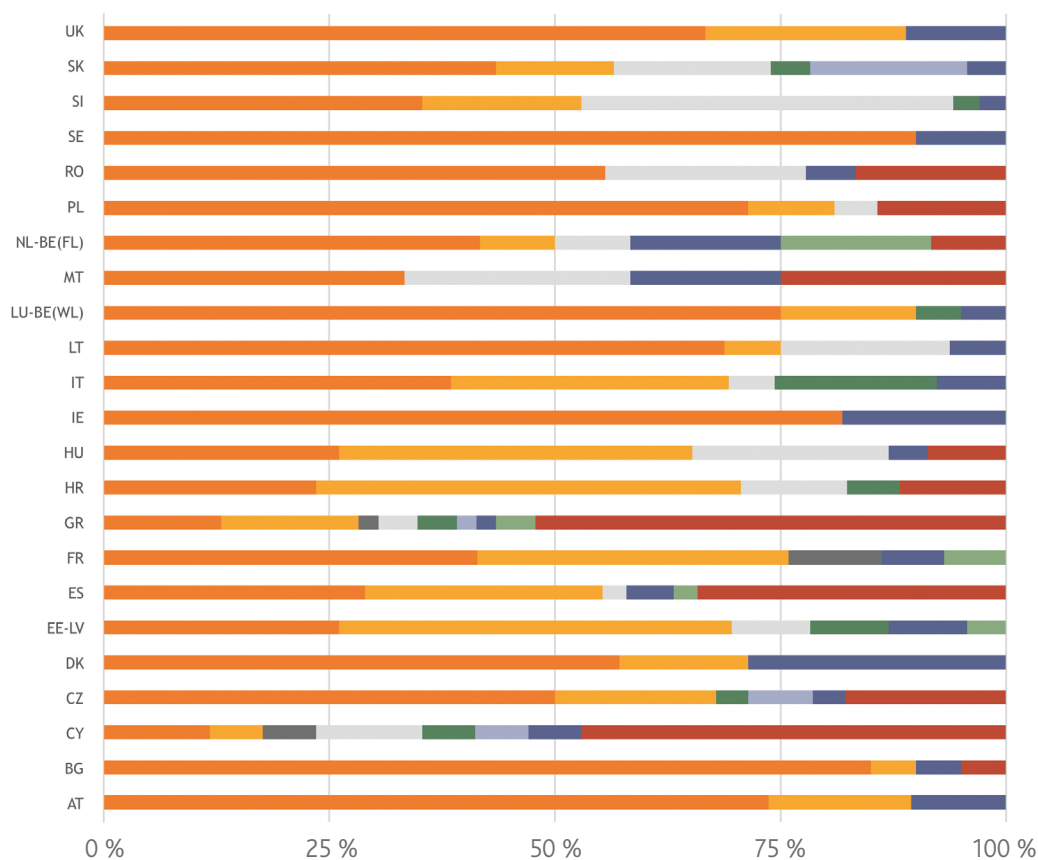


Figure 2: Participants par événement et par rôle



- Autorités de gestion
- Réseau rural national
- Autres
- Évaluateur
- Chercheur
- Fournisseurs de données
- Helpdesk Évaluation
- Organisme payeur
- Commission européenne






Le tableau 1 présente une synthèse des événements EvaluationWORKS! de 2019 et des sujets discutés par tous les États membres. Comme les États membres ont eu la possibilité d'aborder les sujets les plus pertinents pour eux, tous les États membres n'ont pas abordé tous les sujets (par exemple, les questions ex ante), mais tous ont réfléchi aux « points forts » et aux « points faibles » des évaluations pour le RAMO 2019, comme le montre le tableau suivant. ■



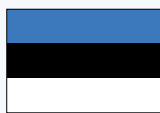
Envoyez
vos questions à:
info@ruralevaluation.eu



Tableau 1. Ce qui a bien fonctionné et ce qui est resté un défi pour les États membres dans leurs évaluations pour le RAMO 2019

	Ce qui a bien fonctionné pour les États membres dans leurs évaluations pour le RAMO 2019	Défis rencontrés par les États membres dans leurs évaluations pour le RAMO 2019
DURÉE 	<ul style="list-style-type: none"> L'engagement en temps utile d'évaluateurs professionnels et compétents a permis d'accroître la valeur des rapports. 	<ul style="list-style-type: none"> Lorsque les évaluations ont eu lieu, il ne s'était pas écoulé suffisamment de temps depuis la mise en œuvre de certaines actions, de sorte que les mesures ne reflétaient pas les impacts réels.
QUALITÉ DES DONNÉES 	<ul style="list-style-type: none"> Les GAL ont joué un rôle essentiel dans la mobilisation des bénéficiaires et la collecte de données. La collaboration entre les différents acteurs du développement rural, en particulier les organismes de gestion des données, a généralement été considérée comme un élément très positif. L'utilisation de sources supplémentaires d'informations (par exemple, enquêtes, études de cas, contact direct avec les bénéficiaires) a été utile en cas de manque de données. 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de données ou données peu fiables. Les échantillons ne sont pas toujours représentatifs. Faible taux de réponse aux enquêtes. Les données étaient parfois fragmentées et dispersées dans différents systèmes de données. Des estimations approximatives ont parfois été utilisées en raison d'un manque de données solides.
MÉTHODOLOGIES 	<ul style="list-style-type: none"> Des méthodes qualitatives ont été appliquées pour combler les lacunes dans les données. Une réflexion originale (ajout de critères de jugement supplémentaires lorsque les critères initiaux étaient insuffisants ou inadaptés) a été utile pour surmonter les faiblesses des méthodologies. Utilisation de modèles analytiques et de cadres logiques afin d'obtenir des résultats concluants dans les domaines où seuls des indicateurs quantitatifs ont été pris en compte. 	<ul style="list-style-type: none"> Application de méthodes d'évaluation plus solides. Calculer les contributions du PDR aux indicateurs d'impact en fonction du contexte, des spécificités et de la taille des territoires. Calcul des impacts nets et interprétation des résultats.





Estonie et Lettonie



« L'organisation d'un événement conjoint entre deux pays a permis le partage d'expériences pratiques et a conféré une signification et une profondeur supplémentaires à l'événement annuel de renforcement des capacités en 2019. »

- Iiri Raa, expert géographique du Helpdesk d'Estonie -

« Les échanges bilatéraux entre les participants ont favorisé le renforcement des capacités d'évaluation en Estonie et en Lettonie. »

- Valdis Kudins, expert géographique du Helpdesk de Lettonie -

DATE DE L'ATELIER
21 novembre 2019



LIEU
Valka, Lettonie



POINTS FORTS des évaluations du RAMO 2019

- La disponibilité des résultats de diverses études et enquêtes de terrain à long terme, de données spécifiques et l'accès aux données du RICA et de l'organisme payeur ont permis de réaliser une évaluation plus solide.
- Une coopération harmonieuse entre les acteurs du PDR a été atteinte.
- Des équipes d'évaluateurs professionnelles et diversifiées ont permis de mieux réussir les évaluations.
- Une large sélection d'indicateurs supplémentaires a été utilisée.
- Les enseignements tirés du RAMO 2017 ont été utiles et pris en considération.



POINTS FAIBLES des évaluations du RAMO 2019

- Un manque de temps pour l'évaluation des impacts.
- Le calcul des contributions nettes du PDR.
- Des lacunes ont été constatées dans les données relatives à la priorité 5.
- L'absence de méthodologies appropriées pour évaluer l'innovation a rendu cette dernière difficile à évaluer.
- Les données du RICA n'étaient pas toujours représentatives.

QUESTIONS LIÉES À L'ÉVALUATION EX ANTE

- Le calendrier de la programmation du plan stratégique de la PAC est incertain étant donné que le règlement de l'UE n'est pas encore approuvé. Des modifications du règlement de l'UE pourraient affecter le contenu et le processus de la programmation et de l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC.
- La coordination et le calendrier de l'évaluation ex ante et de l'évaluation environnementale stratégique restent incertains si celle-ci est organisée comme un processus itératif (par exemple, comment exclure tout chevauchement entre l'évaluation ex ante et l'évaluation environnementale stratégique).
- Fixer des objectifs aux bons niveaux.
- Veiller à ce que les recommandations issues de l'évaluation ex ante soient prises en compte dans le plan stratégique de la PAC.

BESOINS EN MATIÈRE DE SOUTIEN FUTUR

- Exemples pratiques d'évaluations quantitatives des synergies du PDR.
- Exemples pratiques sur le processus de passage des constatations aux conclusions.
- Exemples pratiques de calculs des effets nets du PDR.

« Nous avons constaté des difficultés similaires lors du calcul de certains indicateurs et de l'évaluation de l'impact du PDR. Des discussions conjointes similaires avec les évaluateurs des pays voisins (Lituanie, Suède et Finlande) seraient souhaitables à l'avenir, car elles permettent de mieux évaluer notre propre travail et de résoudre les problèmes rencontrés. Nous attendons avec impatience une réunion similaire l'année prochaine. »

- Elita Benga, Institut des ressources et de l'économie agricoles, chef de la division de l'évaluation du développement rural -





Croatie



« Cet atelier a été une expérience positive, 'forçant' à la fois le formateur et les participants à réfléchir, à faire du brainstorming et à s'exercer sur la manière de passer de l'évaluation présentée dans le RAMO 2019 au plan stratégique de la PAC. »

- Darko Znaor, expert géographique du Helpdesk -

DATE DE L'ATELIER
28 novembre 2019



LIEU
Zagreb, Croatie



POINTS FORTS des évaluations du RAMO 2019

- Le processus d'évaluation et ses conclusions constituent un outil très utile pour le suivi des progrès du PDR, ainsi que pour la programmation des mesures du PDR pour la PAC 2021-2027.
- Les GAL se sont révélés être des agents essentiels pour mobiliser les bénéficiaires du PDR et les aider à introduire des demandes de mesures dans le cadre du PDR. Les GAL ont également été jugés utiles pour la collecte de données pertinentes pour l'évaluation.
- Les données utilisées pour l'indice des populations d'oiseaux en milieu agricole (*Farmland Bird Index*) étaient très solides grâce aux études que l'autorité de gestion avait commandées à ce sujet.
- Des étudiants ont été engagés pour traiter les données collectées aux fins de l'évaluation du PDR.



POINTS FAIBLES des évaluations du RAMO 2019

- Le suivi de nombreux indicateurs peut encore être amélioré, en particulier les indicateurs environnementaux.
- La collecte, le stockage et la gestion des données peuvent également être améliorés davantage. La solidité et la fiabilité des données et l'accès à celles-ci au niveau des opérations individuelles du PDR restent les points les plus critiques. Cela s'explique par la difficulté d'obtenir des données numériques et par les problèmes d'accessibilité des bureaux régionaux de l'environnement.
- Les procédures de demande pour la plupart des mesures du PDR sont très complexes, bureaucratiques et exigeantes pour la plupart des demandeurs potentiels.
- La réglementation croate sur les marchés publics est très complexe.

QUESTIONS LIÉES À L'ÉVALUATION EX ANTE

Principaux défis

- La législation pertinente n'est toujours pas détaillée et communiquée par la Commission européenne.
- Les nouvelles exigences en matière de compte rendu et de consultation ne sont toujours pas connues.
- La législation croate sur l'évaluation environnementale stratégique ne permet qu'aux organisations agréées d'effectuer ce type d'évaluation, ce qui réduit la sélection des évaluateurs potentiels.

Principales solutions

- Les autorités de gestion doivent insister pour obtenir des clarifications et des informations en temps utile concernant la législation pertinente.
- Lors des appels d'offres, les organisations d'évaluation environnementale stratégique agréées pourraient faire appel à des experts expérimentés en problématiques agro-environnementales pour renforcer leurs équipes.

BESOINS EN MATIÈRE DE SOUTIEN FUTUR

- Davantage d'ateliers de ce type devraient être organisés.
- Les membres du comité directeur et notamment du comité de suivi devraient bénéficier d'un renforcement des capacités en matière d'évaluation des PDR, en particulier en ce qui concerne les tâches et les exigences futures. Cela contribuerait à la mise en place d'une culture de l'évaluation en Croatie.
- Un atelier spécial devrait être organisé pour les parties prenantes qui collectent et traitent des données afin de leur apprendre à effectuer ces tâches et à comprendre l'importance de données fiables. En outre, ces parties prenantes devraient pouvoir constater que leur travail est apprécié et que quelqu'un utilise réellement les données qu'elles collectent et/ou traitent.
- Organiser un atelier sur le rôle du réseau rural national dans le processus d'évaluation et sur la manière dont ce réseau peut soutenir la diffusion des résultats de l'évaluation.

« Le sujet de cet atelier était très pertinent et organisé à un moment important. L'atelier était très bien structuré et mis en œuvre. Il m'a permis de mieux comprendre la complexité de l'évaluation du PDR et la façon d'aborder les défis que nous posera la préparation du plan stratégique de la PAC. »

- Bojana Markoti Krstini, Secrétaire générale du Réseau LEADER en Croatie -



HELPDESK
ÉVALUATION
EUROPÉEN

POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



Rural Evaluation NEWS | n°15 | 5



Hongrie



« L'événement annuel de renforcement des capacités 2019 sur l'évaluation ex ante du plan stratégique de la PAC a attiré un grand nombre de participants, ce qui montre que le sujet choisi était très pertinent. »

- Géza Raskó, expert géographique du Helpdesk -

DATE DE L'ATELIER
12 novembre 2019



LIEU
Kecskemét,
Hongrie



POINTS FORTS des évaluations du RAMO 2019

- L'équipe d'évaluation sélectionnée était très professionnelle.
- Des méthodes d'évaluation appropriées ont été appliquées pour répondre aux questions évaluatives.
- Les résultats quantitatifs des évaluations ont également été expliqués de manière qualitative.



POINTS FAIBLES des évaluations du RAMO 2019

- Le temps disponible pour les évaluations n'était pas suffisant.
- En raison du faible taux de participation, les données étaient insuffisantes pour répondre correctement à certaines questions évaluatives.
- Parfois, les résultats ont conduit à une interprétation ambiguë des questions évaluatives communes.
- Les méthodes de définition et de calcul de certains indicateurs de base n'étaient pas claires.
- On ne voyait pas clairement comment les innovations horizontales devraient être évaluées dans l'ensemble du PDR.

QUESTIONS LIÉES À L'ÉVALUATION EX ANTE

Principaux défis

- En raison de la sélection tardive de l'équipe d'évaluation, le temps disponible pour l'évaluation ex ante sera probablement court.
- L'évaluation ex ante est considérée comme une activité de conseil plutôt que comme une véritable évaluation. Il est donc difficile de garantir l'indépendance totale de l'évaluateur ex ante. Un processus itératif n'est pas toujours adéquat et peut prendre beaucoup de temps.
- Il existe de nombreux nouveaux domaines dans lesquels il sera difficile de garantir des données appropriées sur la situation actuelle (par exemple, la numérisation).

Principales solutions

- Le processus d'évaluation devrait être accéléré et les activités d'évaluation devraient être bien organisées par l'équipe d'évaluation.
- Les membres de l'équipe d'évaluation devraient participer aux travaux des différents groupes de travail. Ainsi, ils peuvent réagir immédiatement aux conclusions de l'analyse de la situation, de l'analyse SWOT et de l'évaluation des besoins.
- Un large éventail de parties prenantes devraient être associées à l'analyse de la situation, en particulier les organisations professionnelles du secteur agricole.

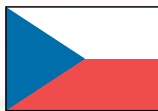
BESOINS EN MATIÈRE DE SOUTIEN FUTUR

- Les expériences d'évaluation des autres pays devraient être étudiées régulièrement afin d'identifier les bonnes pratiques et d'autres bonnes pratiques pourraient être publiées dans la bibliothèque électronique du Helpdesk.
- Les questions des États membres relatives à l'évaluation et les réponses données pourraient être publiées en permanence sur la page web du Helpdesk.
- L'organisation d'ateliers avec la participation de l'équipe de conception du plan stratégique et de l'équipe d'évaluation est nécessaire.

« J'ai trouvé l'événement annuel de renforcement des capacités très utile, car il a permis aux évaluateurs et aux concepteurs du plan stratégique de la PAC de se rencontrer avant l'évaluation ex ante et d'échanger leurs points de vue sur des questions essentielles. »

- Mr. Miklós Maác, ministère de l'Agriculture, département de la politique de soutien -





République tchèque



« L'événement a facilité la discussion approfondie des questions auxquelles les autorités de gestion sont actuellement confrontées, telles que la préparation de la nouvelle période de programmation et l'évaluation du PDR actuel. Cet événement a encouragé la coordination des deux processus. »

- Jela Tvrdonova, expert géographique du Helpdesk -

DATE DE L'ATELIER
23 septembre 2019



LIEU
Prague,
République
tchèque



POINTS FORTS des évaluations du RAMO 2019

- L'évaluateur ayant été sélectionné dès les premières étapes (déjà pour le RAMO 2017), il y a eu suffisamment de temps pour préparer l'évaluation.
- Les employés de l'autorité de gestion qui ont participé aux évaluations précédentes ont également été associés à l'établissement du RAMO 2019.
- Il existe une bonne communication entre l'unité d'évaluation de l'autorité de gestion et les évaluateurs.
- Toutes les lignes directrices du Helpdesk sont immédiatement communiquées aux évaluateurs.



POINTS FAIBLES des évaluations du RAMO 2019

- Il y a eu très peu de temps pour effectuer l'évaluation.
- Comme le PDR est mis en œuvre lentement, il n'y avait pas assez de données pour une évaluation contrefactuelle en 2019.
- Les employés de l'autorité de gestion qui n'ont pas participé directement à l'évaluation sont peu conscients de l'utilité de l'évaluation.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

- Les résultats du RAMO 2019 doivent être considérés comme indicatifs car de nombreux résultats sont basés sur une faible utilisation du PDR.
- Le RAMO 2019 a été utile à plusieurs égards :
 - Améliorer la collecte de données : le rapport a mis en évidence des lacunes dans les données ou la mauvaise qualité de certaines données. Il est suggéré d'automatiser la collecte de données pour en améliorer la qualité.
 - Améliorer la conception de l'intervention en se basant sur une connaissance détaillée de l'environnement de mise en œuvre et des conditions qui pourraient affecter la réalisation des objectifs politiques.
 - Apprendre à fixer des jalons et des valeurs cibles.
 - Comprendre la capacité d'absorption des interventions pendant la période de programmation et pourquoi certaines interventions n'ont pas fonctionné.
 - Apprendre à accélérer le processus administratif pour une mise en œuvre future.
- Le RAMO 2019 n'a été utile que dans une mesure très limitée pour les interventions du premier pilier.

BESOINS EN MATIÈRE DE SOUTIEN FUTUR

- Il est nécessaire d'assurer une meilleure qualité des données dans les séries chronologiques pour l'évaluation ex post (par exemple, par des tableaux de suivi via la création de meilleurs systèmes de collecte de données).
- Des formats plus intéressants pourraient être conçus pour le plan d'évaluation afin d'attirer les gens vers l'évaluation et de les sensibiliser à son utilité.
- Il serait utile d'échanger d'autres expériences avec d'autres États membres.

« Nous apprécions beaucoup ce type d'événement, qui permet le transfert de connaissances entre collègues plus expérimentés et moins expérimentés et qui soutient le développement des capacités humaines. Comme toujours, le séminaire a été bien animé et permettra de mieux préparer le plan stratégique de la PAC. »

- Alena Kubu, chef de l'unité d'évaluation de l'autorité de gestion du PDR -





S'assurer que les dépenses répondent aux objectifs:

Lier les indicateurs de résultats et les objectifs spécifiques

L'un des principaux avantages des réunions du groupe d'experts sur le suivi et l'évaluation de la PAC est qu'elles donnent l'occasion à un groupe de personnes ayant un intérêt commun, des responsabilités et une expérience quotidienne du suivi et de l'évaluation de partager leurs connaissances, d'apprendre les uns des autres et de stimuler l'émergence de perspectives nouvelles et plus riches. Lorsque ces discussions sont réintégrées dans le cycle politique, elles améliorent les résultats et la mise en œuvre des politiques. Cela entraîne à son tour des changements positifs dans le secteur agricole et les zones rurales et génère des contributions essentielles aux objectifs climatiques et environnementaux.

Des représentants de la Commission européenne et des États membres ont participé à la 19e réunion du groupe d'experts sur le suivi et l'évaluation de la PAC, qui s'est tenue le 3 décembre 2020, à Bruxelles. Au cours de cette réunion, les États membres ont été invités à participer à une session où ils ont pu explorer ensemble les liens potentiels entre les indicateurs de résultats et les objectifs spécifiques.

Établir des liens

Les indicateurs de résultats et les cibles quantifient ce que les plans stratégiques de la PAC sont censés mettre en œuvre pour atteindre les objectifs généraux de la politique que sont des revenus agricoles viables et l'amélioration de la résilience, la contribution aux objectifs environnementaux et climatiques de l'UE et le renforcement du tissu socio-économique des zones rurales.



Pour chaque objectif spécifique abordé dans le plan stratégique de la PAC, la stratégie d'intervention comprendra une cible pour tous les indicateurs de résultats communs pertinents¹. Les projets de plans stratégiques de la PAC soumis par les États membres devront donc identifier des indicateurs de résultats appropriés pour chaque objectif spécifique et fixer des cibles appropriées. L'annexe I de la proposition de texte juridique n'établit pas de liens préconçus entre les indicateurs de résultats et les neuf objectifs spécifiques de la PAC ; il s'agit donc d'une tâche à entreprendre avant la présentation des plans stratégiques de la PAC.

Même si le cadre juridique est encore en discussion, les États membres ont commencé à travailler à l'élaboration de leurs plans stratégiques de la PAC, en établissant des analyses SWOT, en évaluant les besoins et en étudiant leurs stratégies et leur logique d'intervention potentielles. Les États membres réfléchissent donc déjà à la question de savoir quels indicateurs sont pertinents pour tel ou tel objectif spécifique, et comment ils définiront des cibles appropriées.

Résultats des liens entre les indicateurs de résultats et les objectifs spécifiques

Partager des expériences avec d'autres et entendre de nouveaux points de vue

Cet exercice a été réalisé par des groupes aléatoires d'environ six personnes. Chaque groupe a examiné une sélection aléatoire différente d'une douzaine d'indicateurs de résultats proposés, couvrant les aspects économiques, environnementaux et sociaux.

Indicateur par indicateur, les groupes ont identifié les objectifs spécifiques les plus pertinents, puis, en considérant les types d'interventions censés contribuer à chaque indicateur de résultat, ont attribué le type de lien attendu à l'une des trois catégories :

- Les cas où toutes les interventions/opérations contribuant à un indicateur de résultat particulier seraient TOUJOURS liées à un objectif spécifique particulier ;
- ◆ Les cas où il POURRAIT y avoir ou non un lien entre un indicateur de résultat et un objectif spécifique, selon la conception des interventions/opérations contribuant au résultat ;
- Les cas où l'indicateur de résultat est lié à AU MOINS UN des objectifs d'un groupe d'objectifs, mais où le(s) lien(s) réel(s) ne peut (peuvent) être établi(s) qu'une fois les interventions contribuant au résultat sont entièrement conçues ou, dans certains cas, lorsque des opérations individuelles sont sélectionnées.

Chaque groupe a ensuite transféré ses conclusions sur une grande affiche afin que le résultat global de l'exercice puisse être vu, chaque point représentant le point de vue d'un groupe.

Qu'avons-nous appris ?

• Qu'est-ce qui est pertinent ?

De nombreuses activités ont des objectifs multiples et la prise en compte de ceux-ci est l'un des moyens par lesquels la nouvelle proposition rend le suivi des politiques plus proche de la réalité. Cependant, si nous essayons d'identifier chaque lien potentiel, aussi ténu ou peu fréquent soit-il, nous risquons de nous retrouver avec des liens entre tous les éléments, ce qui rend la mise en place d'une logique d'intervention stratégique très difficile. Le but devrait donc être d'identifier les liens substantiels, significatifs et probables.

• Qu'est-ce qui est commun ?

Bien que chaque plan stratégique de la PAC soit différent et que le système soit intrinsèquement flexible pour s'adapter à ces différences, il est évident que certaines relations devraient être communes à tous les plans stratégiques de la PAC. L'identification d'un ensemble indicatif de liens de base serait un soutien utile pour les équipes de chaque État membre, sans pour autant restreindre la conception d'une logique d'intervention spécifique au territoire à des liens déterminés en fonction du contenu du plan stratégique de la PAC.

• Deux catégories de liens seulement sont nécessaires !

Il était difficile de décider si certains liens relevaient de la deuxième ou de la troisième catégorie. La conclusion a été qu'il n'est pas nécessaire de faire une distinction entre ces deux cas, car il est évident que tout ce qui est mis en œuvre dans le cadre de chaque plan stratégique de la PAC doit contribuer à AU MOINS un indicateur de résultat et à AU MOINS un objectif. Dans une conception politique axée sur les résultats, il n'y a pas de place pour des dépenses qui ne contribuent pas aux objectifs politiques !

• Quand peut-on identifier les liens ?


Il n'est pas possible d'identifier tous les liens à l'avance. Certains liens seront déterminés au stade de la conception du plan stratégique de la PAC, lorsque des interventions entières peuvent être directement liées, par le biais d'un indicateur de résultat, à un objectif spécifique. Par exemple, étant donné que les paiements directs sont conçus pour contribuer au soutien des revenus agricoles, les indicateurs de résultats qui tiennent compte de la contribution des paiements directs seront toujours liés à l'objectif spécifique de soutien de revenus agricoles viables. Les autres liens ne peuvent être déterminés qu'au moment de l'approbation du projet/de l'opération. C'est le cas lorsque le contenu des demandes dans le cadre d'une seule intervention peut être très variable, ce qui est typique pour les interventions de type partage des connaissances, coopération et investissement. Par exemple, les projets d'investissement contribuant au R.15 « Énergie verte provenant de l'agriculture et de la sylviculture » peuvent ou non être liés à la promotion de l'emploi rural, selon la conception et le contenu du projet individuel.

Nous espérons que le partage des expériences et des points de vue au cours de la session du groupe d'experts sur le suivi et l'évaluation de la PAC a été fructueux et que l'approfondissement de notre compréhension commune contribuera à l'élaboration de logiques d'intervention solides pour les plans stratégiques de la PAC. ■

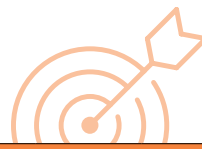
1. Article 97




Objectifs spécifiques

 Les indicateurs de résultat pour démontrer les réalisations des plans stratégiques de la PAC		a	b	c	d	e	f	g	h	i
		Soutenir un revenu agricole viable et la résilience dans toute l'Union afin de renforcer la sécurité alimentaire	Renforcer l'orientation vers le marché et accroître la compétitivité, notamment en mettant davantage l'accent sur la recherche, la technologie et la numérisation	Améliorer la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur	Contribuer à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci, ainsi qu'à l'énergie durable	Favoriser le développement durable et la gestion efficace des ressources naturelles telles que l'eau, le sol et l'air	Contribuer à la protection de la biodiversité, améliorer les services écosystémiques et préserver les habitats et les paysages	Attirer les jeunes agriculteurs et faciliter le développement des entreprises dans les zones rurales	Promouvoir l'emploi, la croissance, l'inclusion sociale et le développement local dans les zones rurales, y compris la bioéconomie et la sylviculture durable	Améliorer la réponse de l'agriculture de l'UE aux demandes sociétales en matière d'alimentation et de santé, y compris des aliments sûrs, nutritifs et durables, ainsi que le bien-être des animaux
R.1	Améliorer les performances grâce à la connaissance et à l'innovation : Part des agriculteurs recevant une aide pour le conseil, la formation, l'échange de connaissances ou la participation à des groupes opérationnels pour améliorer les performances en matière d'économie, d'environnement, de climat et d'utilisation efficace des ressources	◆◆◆	◆◆◆	◆◆◆	◆◆◆	◆◆◆	◆◆◆	◆◆◆		◆◆◆
R.2	Établir un lien entre conseil et systèmes de connaissances : Nombre de conseillers intégrés au sein des SCIA (par rapport au nombre total d'agriculteurs)	◆◆◆	◆◆◆	◆◆◆	◆◆◆	◆◆◆	◆◆◆	◆◆◆	◆◆◆	◆◆◆
R.3	Numériser l'agriculture : Part des agriculteurs bénéficiant d'une aide au titre de la PAC en matière de technologies agricoles de précision	◆	■	◆	◆◆	◆◆	◆◆	◆◆	◆	◆
R.4	Établir un lien entre l'aide au revenu et les normes et bonnes pratiques : Part de la SAU couverte par une aide au revenu et soumise à la conditionnalité	■			◆◆◆	◆◆◆	◆◆◆	◆		■
R.5	Gestion des risques : Part des exploitations qui disposent d'outils de gestion des risques dans le cadre de la PAC	◆◆◆		■	◆◆			◆		
R.6	Redistribution aux petites exploitations agricoles : Pourcentage de soutien additionnel par hectare pour les exploitations éligibles d'une taille inférieure à la moyenne (par rapport à la moyenne)	■								
R.7	Renforcer le soutien aux exploitations situées dans les zones qui ont des besoins spécifiques : Pourcentage de soutien additionnel par hectare dans les zones qui ont des besoins supérieurs (par rapport à la moyenne)	■	◆			◆	◆◆			
R.8	Cibler les exploitations dans les secteurs en difficulté : Part des agriculteurs qui bénéficient d'un soutien couplé en vue d'améliorer la compétitivité, la durabilité ou la qualité	■	■	◆◆	◆	◆	◆			
R.9	Modernisation des exploitations : Part des agriculteurs recevant une aide à l'investissement pour la restructuration et la modernisation, y compris pour améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources	◆	■	◆◆	◆◆	◆◆	◆◆	◆◆	◆	◆◆
R.10	Améliorer l'organisation de la chaîne d'approvisionnement : Part des agriculteurs participant à des groupes de producteurs, des organisations de producteurs, des marchés locaux, des circuits d'approvisionnement courts et des systèmes de qualité	■		■						◆
R.11	Concentration de l'offre : Part de la valeur de la production commercialisée par les organisations de producteurs mettant en œuvre des programmes opérationnels	◆	◆	■		◆				◆◆
R.12	Adaptation au changement climatique : Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en vue d'améliorer l'adaptation au changement climatique				■	◆◆◆	◆◆◆			
R.13	Réduire les émissions du secteur de l'élevage : Part des unités de gros bétail bénéficiant d'une aide en vue de réduire les émissions de GES et/ou d'ammoniac, y compris la gestion des effluents d'élevage				■	■	◆			
R.14	Stockage du carbone dans les sols et la biomasse : Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en matière de réduction des émissions, de maintien et/ou de renforcement du stockage de carbone (prairies permanentes, terres agricoles dans les tourbières, forêts, etc.)				■	◆◆	◆			
R.15	Énergie verte provenant de l'agriculture et de la sylviculture : Investissements dans la capacité de production d'énergie renouvelable, y compris la bio-énergie (en MW)		◆	◆	◆◆◆				◆	
R.16	Accroître l'efficacité énergétique : Économies d'énergie dans l'agriculture	◆◆	◆◆◆	◆	■	◆			◆	
R.17	Terres boisées : Zone bénéficiant d'une aide au boisement et à la création de surfaces boisées, y compris l'agro-foresterie				■	◆◆◆	◆◆◆		◆◆	
R.18	Amélioration des sols : Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en faveur de la gestion des sols		◆		◆	■	◆			
R.19	Amélioration de la qualité de l'air : Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en vue de réduire les émissions d'ammoniac				■	■	◆			
R.20	Protection de la qualité de l'eau : Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en matière de gestion de la qualité de l'eau				◆	■	◆◆◆			

- Chaque opération/engagement contribuant à cet indicateur de résultat est censé y contribuer de la même manière
- ◆ Les différentes opérations/engagements peuvent contribuer différemment, ce qui nécessite des agrégations distinctes afin d'identifier la contribution à ces objectifs
- ◆ Chaque opération/engagement contribuant à cet indicateur de résultat doit contribuer à au moins un des objectifs marqués en jaune – agrégations séparées susceptibles d'être nécessaires



 Les indicateurs de résultat pour démontrer les réalisations des plans stratégiques de la PAC		Objectifs spécifiques								
		a	b	c	d	e	f	g	h	i
		Soutenir un revenu agricole viable et la résilience dans toute l'Union afin de renforcer la sécurité alimentaire	Renforcer l'orientation vers le marché et accroître la compétitivité, notamment en mettant davantage l'accent sur la recherche, la technologie et la numérisation	Améliorer la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur	Contribuer à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci, ainsi qu'à l'énergie durable	Favoriser le développement durable et la gestion efficace des ressources naturelles telles que l'eau, le sol et l'air	Contribuer à la protection de la biodiversité, améliorer les services écosystémiques et préserver les habitats et les paysages	Attirer les jeunes agriculteurs et faciliter le développement des entreprises dans les zones rurales	Promouvoir l'emploi, la croissance, l'inclusion sociale et le développement local dans les zones rurales, y compris la bioéconomie et la sylviculture durable	Améliorer la réponse de l'agriculture de l'UE aux demandes sociales en matière d'alimentation et de santé, y compris des aliments sûrs, nutritifs et durables, ainsi que le bien-être des animaux
R.21	Gestion durable des nutriments : Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en faveur d'une meilleure gestion des nutriments				◆ ◆	■ ■	◆			◆
R.22	Utilisation durable de l'eau : Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en faveur d'un meilleur équilibre hydrique	◆				■ ■		●		
R.23	Performances liées à l'environnement/au climat grâce à des investissements : Part des agriculteurs qui reçoivent une aide pour des investissements liés à la protection de l'environnement ou du climat		● ■		■ ■ ●	◆ ● ■	◆ ◆ ●	◆		
R.24	Performances environnementales/climatiques améliorées par les connaissances : Part des agriculteurs bénéficiant d'une aide en matière de conseil/formation en lien avec la performance environnementale et climatique				■ ■ ■	■ ■ ■	■ ■ ■			
R.25	Soutien à la gestion durable des forêts : Part des terres forestières faisant l'objet d'engagements pour soutenir la protection et la gestion des forêts				■		■ ■		■ ■	
R.26	Protection des écosystèmes forestiers : Part des terres forestières faisant l'objet d'engagements en matière de gestion pour soutenir la préservation des paysages, de la biodiversité et des services écosystémiques				◆ ◆ ◆	◆ ◆	■ ■ ■		◆ ◆ ■	
R.27	Préservation des habitats et des espèces : Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en matière de gestion en faveur de la conservation ou de la restauration de la biodiversité				◆ ●	◆ ◆	■ ■ ■			
R.28	Soutenir Natura 2000 : Zone appartenant aux sites Natura 2000 faisant l'objet d'engagements en faveur de la protection, du maintien et de la restauration				◆ ◆ ●	◆ ●	■ ■ ■			
R.29	Préservation des particularités topographiques : Part des terres agricoles faisant l'objet d'engagements en faveur de la gestion des particularités topographiques, y compris des haies				◆	◆	■			
R.30	Renouvellement générationnel : Nombre de jeunes agriculteurs qui créent une exploitation avec le soutien de la PAC	◆ ◆	■ ■					■ ■ ■		
R.31	Croissance et emploi dans les zones rurales : Nouveaux emplois dans des projets bénéficiant d'une aide							◆ ■	● ■ ■	
R.32	Développement de la bioéconomie rurale : Nombre d'entreprises du secteur de la bio-économie ayant reçu une aide pour leur développement	◆	◆ ◆ ◆		◆ ●	◆ ●	◆	◆	■ ■ ■ ■	
R.33	Numériser l'économie rurale : Population rurale couverte par une stratégie Villages intelligents bénéficiant d'une aide		●					◆	■ ■	
R.34	Connecter l'Europe rurale : Part de la population rurale bénéficiant d'un meilleur accès aux services et à l'infrastructure grâce au soutien de la PAC							◆	■ ■	
R.35	Promouvoir l'inclusion sociale : Nombre de personnes appartenant à une minorité et/ou à des groupes vulnérables qui bénéficient de projets d'inclusion sociale soutenus	◆	◆	◆					■ ■ ■	
R.36	Limiter l'utilisation d'antibiotiques : Part des unités de gros bétail concernées par des mesures visant à limiter l'utilisation d'antibiotiques (prévention/réduction) et bénéficiant d'une aide									■ ■ ■
R.37	Utilisation durable des pesticides : Part des terres agricoles concernées par des mesures spécifiques soutenues qui conduisent à une utilisation durable des pesticides afin de réduire les risques et les effets des pesticides					■ ■	■			■ ■
R.38	Améliorer le bien-être des animaux : Part des unités de gros bétail couvertes par des mesures soutenues visant à améliorer le bien-être animal		◆		◆			◆		

- Chaque opération/engagement contribuant à cet indicateur de résultat est censé y contribuer de la même manière
- ◆ Les différentes opérations/engagements peuvent contribuer différemment, ce qui nécessite des agrégations distinctes afin d'identifier la contribution à ces objectifs
- Chaque opération/engagement contribuant à cet indicateur de résultat doit contribuer à au moins un des objectifs marqués en jaune – agrégations séparées susceptibles d'être nécessaires



Suivre l'évolution de la PAC : Données mises à jour pour les tableaux de bord AGRI de la PAC

En 2018, afin d'accroître la transparence et de tirer parti de la grande quantité d'informations dont elle dispose, la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne a lancé un nouveau portail « Tableau de bord des indicateurs de la PAC », qui présente une sélection d'indicateurs de la PAC sous une forme visuelle et interactive.

Les tableaux de bord présentent les tendances des indicateurs de la PAC et sont interactifs à différents niveaux (indicateurs de réalisation, de résultats, de contexte et d'impact). Ces tableaux de bord consolident les données de différentes bases de données pour les deux piliers de la PAC. Chaque tableau de bord est complété par une fiche fournissant plus d'informations sur l'indicateur spécifique.

Nouvelles mises à jour !

Les tableaux de bord des indicateurs de la PAC sont mis à jour de manière continue au fur et à mesure que de nouvelles données sont disponibles. En juillet 2019, ces tableaux de bord ont été mis à jour avec toutes les données de 2018¹. Fin février 2020, trois nouveaux points de données ont été ajoutés aux tableaux de bord :

Ces trois nouvelles fonctionnalités permettent aux acteurs d'avoir une vue d'ensemble encore meilleure de la PAC et des investissements réalisés. La prochaine mise à jour de ces tableaux de bord aura lieu avant la fin de l'année 2020. ■

Pour explorer les [tableaux de bord des indicateurs de la PAC](#)

Pour en savoir plus sur les tableaux de bord des indicateurs de la PAC :
[Rural Evaluation NEWS # 12](#)



Financement de la PAC

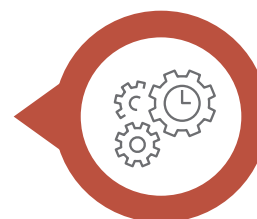
Comprend des données remontant jusqu'à 1980 et inclut des informations au-delà du CCSE. Les dépenses pour l'agriculture et le développement rural mentionnées dans ce tableau de bord sont financées par deux fonds : le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Valorisation

Ce tableau de bord regroupe des données sur la répartition de la valeur ajoutée brute tout au long de la chaîne alimentaire et se concentre sur les moyens d'ajouter de la valeur aux produits agricoles : les systèmes de qualité et les organisations de producteurs de l'UE.

Productivité

Ce tableau de bord fournit des informations sur la productivité dans les secteurs agricole et alimentaire. Il présente diverses mesures de la productivité et du soutien de l'UE aux gains de productivité et à l'innovation via le partenariat européen pour l'innovation (PEI) et les investissements pour la restructuration et la modernisation dans le développement rural.



1. Données de l'année de demande 2018





Regard d'un évaluateur :

Comment les évaluateurs peuvent aider à soutenir les dispositions prévues pour le suivi, la collecte de données et la mise en œuvre du plan stratégique de la PAC

Le nouveau **cadre de suivi et d'évaluation des performances (CSEP)** et la transition vers un modèle de mise en œuvre basé sur les performances posent divers défis pratiques aux pays de l'UE. Les États membres sont actuellement soucieux de comprendre les nouvelles exigences, de tirer les leçons de la période 2014-2020, mais aussi de se préparer à la mise en place du nouveau système de mesure et d'évaluation des performances de la PAC.

L'implication de l'évaluateur dans la mise en place et le fonctionnement du cadre de performance peut conduire à des contributions positives de diverses manières (Figure 1) :

- Dans la phase de mise en place du cadre de performance, l'évaluateur peut vérifier si un processus efficace a été mis en place pour associer, dès le début, des groupes de travail pertinents à la préparation et à l'établissement du cadre de performance au niveau national (et, le cas échéant, au niveau régional).
- L'opérationnalisation des éléments conceptuels du cadre de performance implique, par exemple, que les procédures pertinentes pour relier les opérations à des objectifs spécifiques et à des indicateurs de résultats spécifiques soient appropriées et conformes aux fiches d'indicateurs communs. Il est également recommandé d'associer le futur organisme de certification en tant qu'observateur indépendant, dès le début du processus.
- L'évaluateur peut vérifier si les exigences du cadre de performance sont bien comprises par tous les acteurs clés qui participent à la planification et au fonctionnement du futur système.
- L'évaluateur peut servir à déterminer si le calendrier prévu pour les adaptations nécessaires du système informatique fait démarrer celles-ci suffisamment tôt pour permettre un fonctionnement harmonieux dès le début de la période de mise en œuvre.
- Le processus prévu pour la collecte de données sur les opérations, les zones et les animaux doit être adapté au suivi et à l'évaluation de la PAC. L'évaluateur peut jouer un rôle important pour s'assurer que cet objectif est atteint. Il s'agit, par exemple, de vérifier les données pour les interventions SIGC et non SIGC, mais aussi l'ensemble du système destiné à collecter les données auprès des bénéficiaires et à confronter les données prévues aux données réelles, le cas échéant.
- L'évaluateur peut vérifier s'il existe un processus approprié pour la préparation du projet de rapport de performance et s'assurer que ce rapport soit prêt pour consultation par les acteurs concernés, afin que ceux-ci puissent l'analyser et l'améliorer avant sa soumission à la Commission européenne.

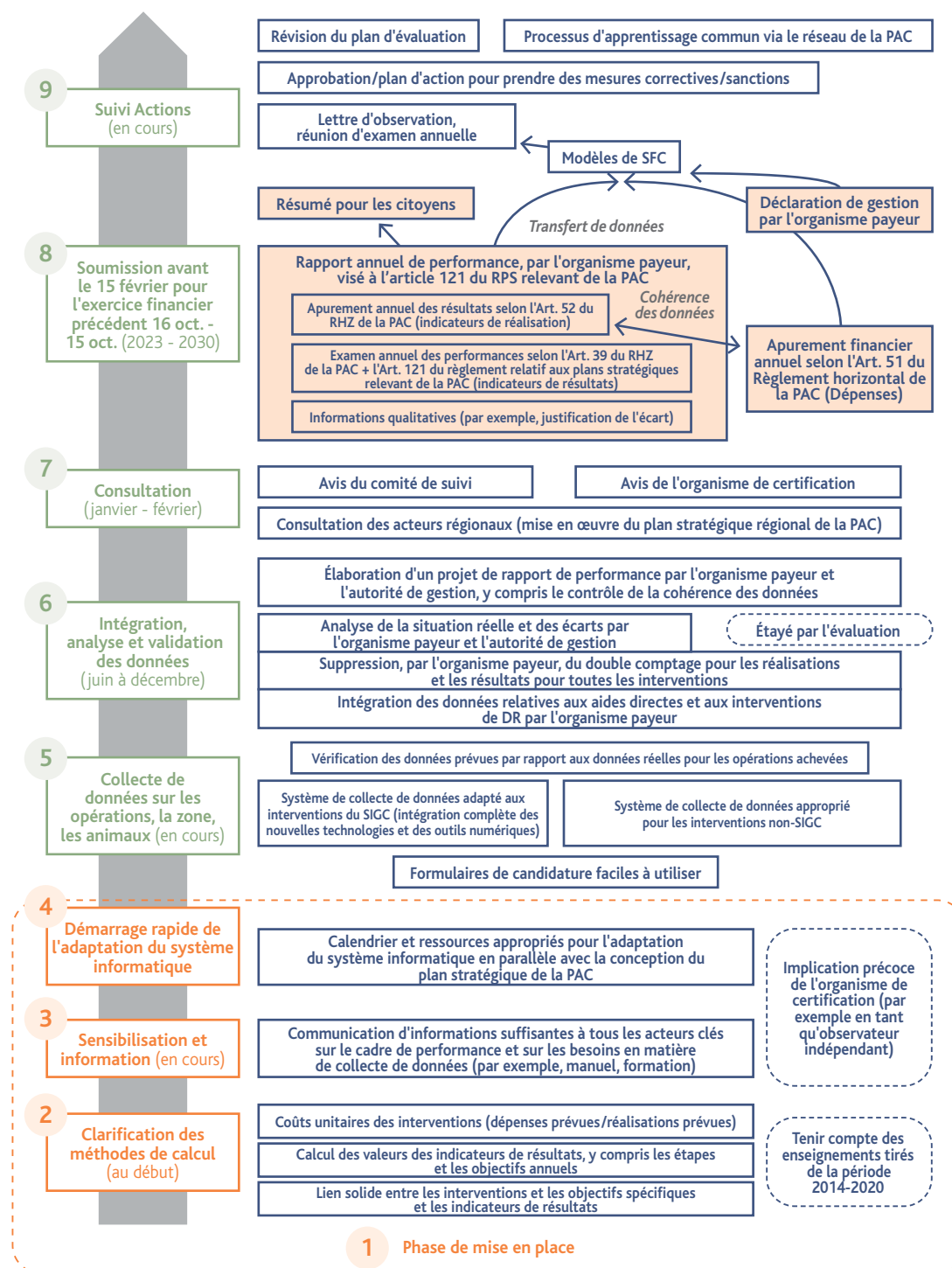


- L'évaluateur peut en outre vérifier les dispositions afin de s'assurer de la possibilité réaliste de livrer tous les rapports requis en temps voulu.
- Enfin, les procédures de suivi prévues doivent être adéquates pour prendre en compte les constatations du suivi et de l'évaluation. C'est essentiel pour boucler le cycle d'apprentissage des politiques et pour prendre les mesures correctives nécessaires. À cet égard, une révision du plan d'évaluation peut être nécessaire, et l'évaluateur peut assurer un rôle de guide à cet égard.

La figure suivante décrit le processus de mise en place et de fonctionnement du CSEP. Au cours de l'évaluation ex ante, l'évaluateur peut vérifier si les conditions préalables pertinentes sont remplies et si les procédures prévues pour le cadre de performance sont adéquates. Plus tard, lors d'une éventuelle évaluation « en cours », il peut être demandé à l'évaluateur d'évaluer le fonctionnement réel du système dans la pratique. ■



Figure 1: Flux de travail et éléments du cadre de suivi et d'évaluation des performances



Pour en savoir plus, voir l'OUTIL 4.1

« Évaluation des modalités prévues pour le suivi, la collecte de données et la mise en œuvre du plan stratégique de la PAC »



Aider les États membres à rendre compte des réalisations et des impacts pour l'évaluation *ex post*

En 2019, pour la première fois au cours de la période de programmation 2014-2020, les États membres ont dû rendre compte de la contribution de leurs PDR à la réalisation des objectifs politiques de l'UE en évaluant les impacts de ces politiques.

Les conclusions de ces évaluations ont été communiquées¹ à la Commission européenne dans les rapports annuels renforcés sur la mise en œuvre (RAMO) de 2019. Le Helpdesk Évaluation a analysé les RAMO 2019 afin d'identifier les principaux défis et de tirer des leçons pour l'avenir².

Les principaux défis identifiés dans le cadre de cette évaluation sont liés :

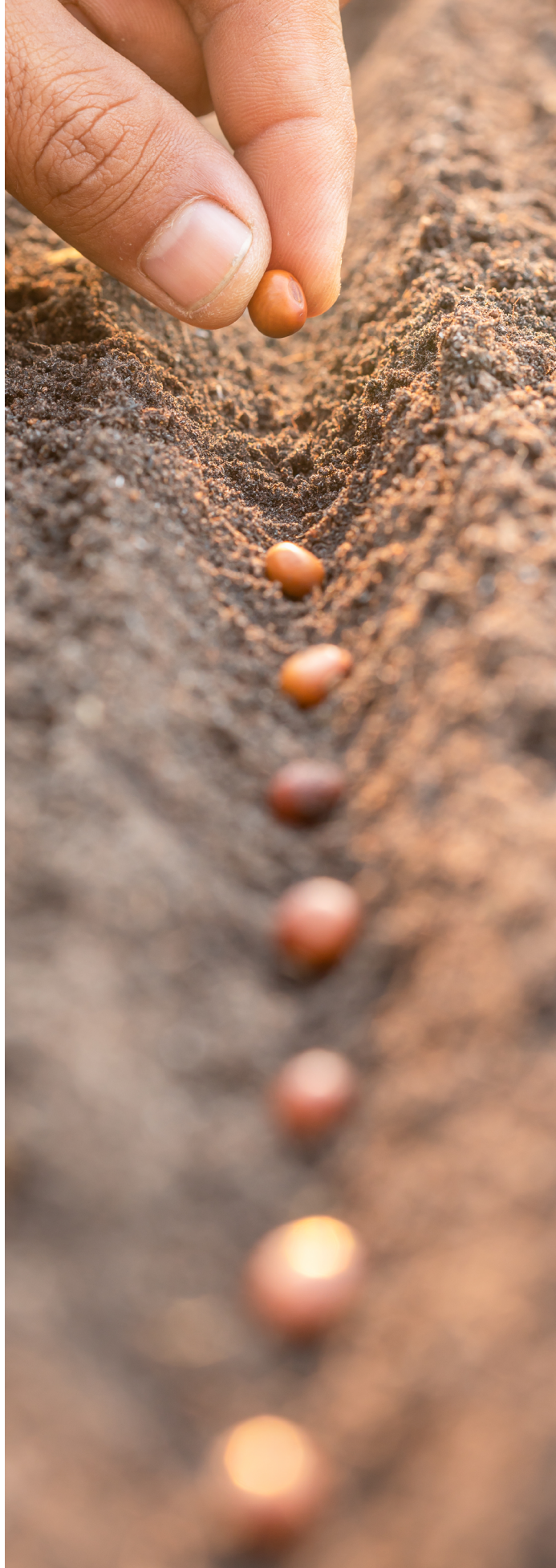
- à la compréhension conceptuelle des définitions des indicateurs et des méthodologies de calcul des indicateurs de résultat et d'impact ;
- à l'utilisation d'approches et de méthodes d'évaluation solides ;
- à la collecte et la gestion des données pour les évaluations ;
- à l'évaluation des contributions nettes ;
- à la quantification des contributions secondaires, des synergies et des contributions LEADER.

Pour relever ces défis et mieux préparer l'évaluation *ex post* de 2024, le Helpdesk Évaluation, en collaboration avec des experts thématiques et la DG AGRI, a lancé le groupe de travail thématique « Évaluation *ex post* des PDR 2014-2020 : Apprendre de la pratique » à la fin du mois de février 2020.

Ce groupe de travail thématique poursuit les objectifs suivants :

- Remédier aux faiblesses de l'évaluation des réalisations et des impacts des PDR ;
- Améliorer le calcul des indicateurs de résultat et d'impact ;
- Aborder les questions émergentes dans l'évaluation des domaines prioritaires (par exemple, l'environnement, le climat, les indicateurs sociaux)

Ce groupe de travail thématique apportera en outre une contribution importante au développement futur des systèmes de suivi et d'évaluation pour la période post-2020.



Le groupe de travail thématique comportera trois modules de travail, dont chacun sera lié à l'un des trois objectifs généraux de la PAC.

Chaque module de travail comprendra une vue d'ensemble des questions émergentes identifiées et des recommandations proposées pour traiter ces questions. Ces modules de travail seront également enrichis d'exemples pratiques pour illustrer la manière dont les problèmes identifiés ont été traités dans les différents États membres.

Afin de s'assurer que le groupe de travail thématique répond aux besoins pratiques de la communauté de l'évaluation, des consultations permanentes auront lieu avec les parties prenantes de l'évaluation par le biais de sondages périodiques et d'autres moyens de retours d'informations écrits. ■

MODULE DE TRAVAIL 1 :

Évaluation des effets du PDR sur la réalisation d'un développement territorial équilibré des économies et des communautés rurales

MAI 2020



MODULE DE TRAVAIL 3 :

Évaluation des effets du PDR sur le renforcement de la compétitivité de l'agriculture

NOV 2020



OCT 2020

MODULE DE TRAVAIL 2 :

Évaluation des effets du PDR sur la gestion durable des ressources naturelles et l'action en faveur du climat



Envoyez vos questions à:

info@ruralevaluation.eu



Pour plus d'informations sur les [Groupes de travail thématiques](#) du Helpdesk Évaluation, voir la section « Évaluation » du site web du REDR.

1. Article 50 du règlement n° 1303/2013, article 75 du règlement n° 1305/2013 et article 15 du règlement d'exécution n° 808/2014 de la Commission
2. « Synthèse des composantes de l'évaluation des RAMO renforcés 2019 » et « Évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre des plans d'évaluation des PDR 2014-2020 », Atelier sur les bonnes pratiques n° 12 et les événements annuels de renforcement des capacités dans les États membres

HELPEDESK
ÉVALUATION
EUROPÉEN

POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL





Faites connaissance avec **Sophie Helaine** Chef de l'Unité C.4 « Suivi et évaluation »

1. Quel était l'axe de votre travail avant de devenir chef de l'Unité C.4 et qu'est-ce qui vous passionne le plus dans votre travail à la DG AGRI ?

J'ai commencé en 2005 dans l'unité du réseau d'information comptable agricole. J'ai quitté la DG AGRI au cours de la période 2010-2012 et j'ai travaillé sur la modélisation pendant 3 ans au Centre commun de recherche à Séville.

Avant de devenir Chef de l'Unité C.4, j'étais Chef adjointe de l'Unité C.2 (« Analyse et perspectives ») chargée de la PAC et de l'analyse du marché, en particulier des secteurs de la viande et des produits laitiers. En outre, je dirigeais (et je dirige toujours) les travaux sur le cadre de suivi et d'évaluation des performances (CSEP).

L'aspect le plus passionnant de la DG AGRI, ce sont les gens. Il y a une forte concentration de talents et il est toujours très enrichissant de discuter avec des collègues sur la PAC, sur les marchés et sur les pratiques agricoles. Travailler pour le bien commun est un grand moteur pour les gens d'AGRI et c'est une bonne nouvelle pour le Pacte vert pour l'Europe.



2. Quelle est l'expérience la plus marquante que vous ayez eue jusqu'à présent en matière de suivi et d'évaluation et quels sont les domaines ou les sujets sur lesquels vous aimeriez le plus travailler à l'avenir ?

J'ai rédigé la partie analytique de l'analyse d'impact de la PAC 2020, et j'ai dirigé les travaux pour la publication de toutes les données du cadre commun de suivi et d'évaluation, et la visualisation dans les tableaux de bord de la PAC.

Les indicateurs ! J'adore travailler sur ce sujet !

La collecte de données est la première étape de la collecte de preuves pour évaluer les performances de la politique. En outre, le plus excitant est lorsqu'une évaluation peut contribuer à améliorer la politique.

3. Quel est votre indicateur préféré et pourquoi ?

C'est une question difficile... Mais si je devais choisir, je prendrais celui qui compare les revenus agricoles avec le reste de l'économie (C.26 - Le revenu des entreprises agricoles exprimé en pourcentage du salaire moyen dans l'ensemble de l'économie). Il est complexe, d'un point de vue méthodologique (nous avons développé 3 sous-indicateurs pour le CSEP !), et son interprétation est également exigeante. Toutefois, il en dit long sur l'attrait de l'agriculture dans les zones rurales, sur la variabilité des revenus agricoles et sur bien d'autres choses encore.

4. Comment voyez-vous le rôle et l'importance de l'évaluation dans la future période de programmation ?

Le nouveau modèle de mise en œuvre concerne une approche stratégique visant à améliorer la mise en œuvre des politiques. Nous disposons de tout un système d'indicateurs pour suivre les progrès des États membres vers la réalisation de leurs objectifs, que nous espérons ambitieux. Toutefois, la performance de la PAC sera finalement évaluée grâce aux évaluations, par l'identification de l'impact net de la PAC sur les objectifs communs.

5. Si vous pouviez donner aux États membres une chose pour les aider dans leurs évaluations, quelle serait-elle ?

Le Helpdesk ! Bien que les États membres aient fait beaucoup de progrès, ils doivent continuer à améliorer leurs évaluations et surtout accroître leur utilisation. Nous devons collectivement sensibiliser à l'importance et à l'utilité des évaluations, non seulement pour améliorer les politiques agricoles et de développement rural, mais aussi pour les expliquer aux citoyens. À l'ère des fausses nouvelles, l'évaluation peut contribuer à améliorer la connaissance et la prise de conscience de ce que font les États membres et l'UE pour améliorer la vie des gens.

QUESTION BONUS :

Dites-nous ce que vous préférez faire à Bruxelles et pourquoi ?

J'adore manger des frites, simplement parce qu'à Bruxelles, on trouve les meilleures ! ■

EXPLOREZ les tableaux de bord de la PAC



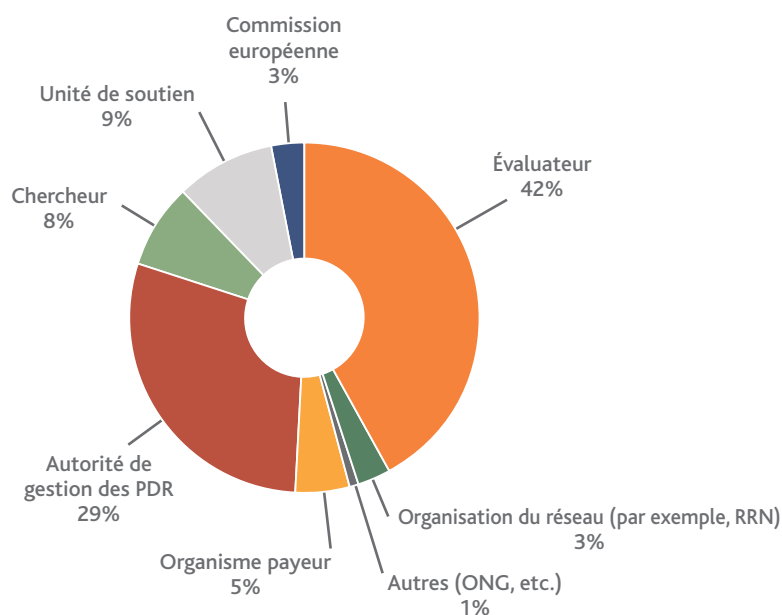
Le douzième atelier de bonnes pratiques : Démontrer les réalisations et les impacts des PDR : enseignements tirés des évaluations présentées dans les RAMO 2019

Le douzième atelier de bonnes pratiques a eu lieu les 11 et 12 décembre 2019 à Séville, en Espagne. L'atelier a réuni 56 participants issus de 22 États membres, dont des représentants des autorités de gestion des PDR, de l'UE (par exemple, de la Commission européenne, du Helpdesk Évaluation du REDR), des réseaux ruraux nationaux, mais aussi des évaluateurs, des chercheurs et d'autres acteurs.



Cet atelier avait pour objectif principal de réfléchir sur l'expérience d'évaluation de 2019 en vue de préparer l'évaluation ex post des PDR 2014-2020. Plus précisément, il visait à offrir un forum pour discuter et tirer des enseignements des évaluations et des comptes rendus des RAMO 2019 et pour échanger des expériences et des bonnes pratiques sur les approches pratiques (méthodes, indicateurs, données) utilisées pour réaliser les évaluations pour les rapports annuels de mise en œuvre (RAMO) 2019.

L'atelier a donné un aperçu des approches et des méthodologies utilisées pour évaluer les indicateurs et pour répondre aux questions évaluatives communes de plusieurs États membres. Des études de cas ont été présentées par l'Estonie, la Slovaquie, la Suède, la Grèce et la République tchèque, dans le domaine de l'environnement, par la Lettonie et la Pologne, dans le domaine de la compétitivité, et par la Finlande, dans le domaine du développement territorial équilibré, de l'accessibilité et des TIC, tandis que l'Espagne et l'Autriche ont couvert l'emploi, la pauvreté et le PIB.



*« Si vous dépensez l'argent public de manière judicieuse, les villes en bénéficieront également, toutes les régions en bénéficieront car elles sont toutes liées par le commerce et l'emploi »,
évaluateur autrichien*

Les évaluations actuelles se sont uniquement concentrées sur les effets à court et moyen terme

Les approches d'évaluation devraient adopter une perspective à plus long terme en tenant compte des besoins nouveaux et à venir découlant de la stratégie de développement rural, d'agriculture et de pêche durables pour 2030, tout en considérant également les effets multiplicateurs au niveau macro, notamment pour les mesures d'investissement

Il est difficile de calculer certains indicateurs environnementaux (par exemple la biodiversité)

L'approche globale du calcul de certains indicateurs (par exemple, la biodiversité) pourrait inclure des critères de jugement supplémentaires et des indicateurs simples ou alternatifs.

Des méthodologies plus robustes, telles que la DiD, l'analyse contrefactuelle et statistique, ont été appliquées avec succès, mais elles peuvent encore être affinées et il convient de faire preuve de prudence lors de l'interprétation des résultats en gardant à l'esprit que différents indicateurs peuvent également donner des résultats différents alors que des valeurs élevées n'impliquent pas toujours des résultats positifs.

Il pourrait être utile de s'appuyer davantage sur des enquêtes auprès des bénéficiaires pour la collecte de données, de réaliser des missions de suivi par échantillonnage ou de surveillance de l'environnement pour analyser les effets d'interventions spécifiques ou d'évaluations thématiques ad hoc.

Des incohérences dans les données du RICA ont été identifiées y compris un manque de représentativité en ce qui concerne les données sur le nombre d'exploitations et leur taille

L'utilisation de méthodes d'extrapolation des données du RICA au niveau national ou l'utilisation de modèles sectoriels, pour autant que les ressources (temps, fonds, experts) soient suffisantes, peut permettre de surmonter ces incohérences.

Il est difficile d'évaluer les effets du haut débit et des TIC, notamment en raison de la fragmentation de la construction et de la mauvaise coordination

L'utilisation de données spatiales précises et d'analyses SIG s'est avérée utile dans l'évaluation de l'accessibilité et des TIC pour montrer les différences locales et pour assurer une meilleure coordination des interventions à l'avenir.

Les données spatiales et le SIG peuvent être complétés par des modèles de régression par panel et des méthodes d'appariement ainsi que par l'analyse de scénarios pour évaluer les impacts de manière plus concrète.

L'utilisation de ces approches peut contribuer à façonner et à soutenir les politiques de télécommunication et leur portée dans les zones rurales.



Il est difficile de mesurer les liens de causalité, en particulier pour mesurer la pauvreté et l'emploi dans le domaine du développement territorial équilibré

Les PDR ne sont généralement pas conçus pour apporter des contributions majeures à ces questions ; de plus, ces effets sont souvent indirects, dépendent de nombreux facteurs et prennent du temps à se manifester.

Il peut donc être important d'élargir la portée des outils analytiques appliqués et éventuellement d'utiliser une série d'autres indicateurs simples.

En outre, on peut améliorer la méthodologie avec des approches complémentaires, en tirant parti des connaissances spécialisées acquises dans le cadre d'autres programmes passés et actuels, et combiner des modèles quantitatifs avec une analyse empirique pour obtenir un tableau plus complet.

Les résultats des présentations, des discussions et des travaux de groupe ont rassemblé les questions et les défis auxquels les États membres ont été confrontés lorsqu'ils ont évalué leur PDR aux fins d'établir le RAMO 2019 et ont abouti à un riche ensemble de suggestions pratiques pour traiter ces questions. ■

COMMENT AMÉLIORER LA FOURNITURE ET LA COLLECTE DE DONNÉES

- Les études de cas ou les études thématiques spéciales se sont avérées être une approche utile lorsque des données sont manquantes ou lorsqu'il est difficile de calculer un indicateur commun existant.
- Lorsque des données supplémentaires sont nécessaires, elles peuvent être obtenues par le biais d'échantillons plus importants, d'enquêtes auprès des bénéficiaires, en impliquant d'autres parties prenantes telles que des services de conseil ou, le cas échéant, en utilisant une analyse géographique/spatiale. Les données provenant de non-bénéficiaires peuvent également être utiles dans des situations spécifiques (régions, types de zones (par exemple, éloignées, montagneuses, peu peuplées), etc.).
- Pour l'évaluation des indicateurs relatifs aux sols, l'enquête LUCAS a été confirmée comme étant la meilleure source de données jusqu'à présent. Toutefois, son utilisation peut être encore améliorée en la combinant avec les données du RICA.
- L'harmonisation de toutes les sources de données pertinentes, y compris Eurostat, le RICA, LUCAS (pour les sols) et d'autres bases de données nationales et régionales contribuerait à la simplification et à l'efficacité de la collecte, du traitement et de l'utilisation des données.

COMMENT OPTIMISER LES APPROCHES MÉTHODOLOGIQUES

- L'analyse entrées-sorties, bien qu'elle ne soit pas une panacée, a été utile dans plus d'un secteur, notamment pour l'eau et aussi pour les indicateurs socio-économiques.
- Les PSM-DiD ont été reconnues comme étant les méthodes les plus robustes et les plus recommandées, mais elles peuvent en outre bénéficier des données fournies par le SIG pour certains indicateurs (notamment environnementaux) et peuvent offrir des informations sur les caractéristiques locales et les exploitations agricoles et faciliter la création de groupes de contrôle.
- En ce qui concerne les groupes de contrôle, il a été reconnu que pour le calcul de certains indicateurs, la quasi-totalité de la population est bénéficiaire. Dans ce cas, des études thématiques et des méthodes alternatives peuvent être plus pertinentes.

COMMENT AMÉLIORER LES ORIENTATIONS MÉTHODOLOGIQUES

- Les orientations devraient être mises à jour/révisées sur la base des expériences tirées des évaluations requises pour l'établissement du RAMO 2019. Il pourrait ainsi être nécessaire de fournir/réviser des définitions pour certains concepts tels que la biodiversité, la HVN ou l'innovation. Les orientations révisées pourraient également inclure des suggestions sur la manière de combiner différentes approches de la collecte de données ainsi que des approches plus spécifiques, par exemple sur les tableaux d'émissions normalisés.
- Un résumé des méthodes d'évaluation utilisées dans les plans d'évaluation dans toute l'Europe pourrait fournir des informations qui ne sont pas disponibles actuellement car chaque plan d'évaluation est rédigé dans la langue nationale. Les RRN pourraient également jouer un rôle clé dans le partage d'exemples de modèles d'évaluation.
- Il faut davantage d'orientations dans le domaine de l'innovation, qui est un nouveau domaine pour tous les évaluateurs. Il s'agirait notamment de clarifier la terminologie et le concept d'innovation dans différents domaines prioritaires, d'identifier des informations plus spécifiques/détaillées nécessaires pour évaluer l'innovation et d'identifier toutes les variables requises pour évaluer la contribution des PDR à la promotion de l'innovation, y compris le mécanisme de mise en œuvre.
- D'autres orientations spécifiques, enrichies d'exemples pratiques, sont nécessaires sur la manière d'évaluer les effets nets, les impacts des effets externes et la manière de quantifier les contributions secondaires.



Retour aux fondamentaux : Gestion des données pour l'évaluation des effets du PDR

Qu'est-ce que la gestion des données du PDR ?

La gestion des données du PDR concerne les règles, les procédures, les systèmes et les personnes impliquées dans l'enregistrement, le stockage et la transmission des données sur la mise en œuvre du PDR et la fourniture d'informations à des fins de suivi et d'évaluation.

[En savoir plus sur la façon dont les différents acteurs utilisent les informations du PDR >>>](#)

Quels sont les outils utilisés pour la gestion des données du PDR ?

Le plan d'évaluation a servi de point de départ principal, dans la période en cours, pour permettre aux États membres de tirer parti des expériences passées en associant toutes les parties prenantes concernées à la mise au point de solutions informatiques rentables aux fins d'élaborer des stratégies de gestion des données. En outre, plusieurs États membres ont créé des **groupes de travail** permanents pour garantir la qualité des données et élaborer des **manuels de suivi** détaillés pour les acteurs concernés.

[Découvrez des exemples de gestion ciblée des données >>>](#)



Comment la gestion des données peut-elle être adaptée aux besoins de l'État membre ?

Si les systèmes de gestion des données doivent être conformes aux exigences légales, il est également important de les adapter aux besoins spécifiques du PDR. La conception d'un système individuel, avec ses propres indicateurs, a été particulièrement difficile dans le cas du suivi des contributions de LEADER/CLLD aux objectifs du PDR.

[Lire la fiche d'information sur la base de données des opérations du GAL >>>](#)

Comment anticiper les besoins spécifiques de données pour les évaluations d'impact ?

Les données pour l'évaluation des réalisations et des impacts du PDR sont essentielles car elles déterminent les méthodologies d'évaluation qui peuvent être appliquées par les évaluateurs. L'utilisation d'approches de modélisation ou la collecte de données sur les non-bénéficiaires, nécessaire à la compensation des impacts du PDR, peut être coûteuse et nécessite donc une planification minutieuse. Les modèles logiques sont des outils de décision qui peuvent aider les autorités de gestion à anticiper les besoins de données pour les évaluations. Anticiper ces besoins peut faciliter la conclusion d'accords précoces avec les fournisseurs de données concernés et garantir l'accès aux informations pertinentes aux fins de l'évaluation.

[Testez les outils de décision interactifs >>>](#)

[Apprenez comment les évaluateurs peuvent soutenir la transition vers un modèle de mise en œuvre basé sur la performance](#)



Figure 1: Gestion des données dans le cadre du cycle d'évaluation





CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS PASSÉS ET À VENIR

Veillez noter qu'en raison de la situation actuelle engendrée par le COVID-19, de nombreux événements sont annulés ou reportés. Cette liste n'est donc qu'indicative, et nous vous encourageons à consulter les sites web respectifs des événements auxquels vous souhaitez participer pour savoir si l'événement est maintenu ou non.

- **ES - 11-12 décembre 2019 - Comment démontrer les réalisations et les impacts du PDR :** leçons tirées des rapports d'évaluation du RAMO 2019 : Organisé par le Helpdesk Évaluation en collaboration avec le ministère espagnol de l'Agriculture et le RRN espagnol. Cet atelier sur les bonnes pratiques visait à examiner les expériences tirées des rapports d'évaluations du RAMO 2019 et à en tirer des leçons pour l'évaluation *ex post* : [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE - à déterminer - 20^e groupe d'experts pour le suivi et l'évaluation de la PAC**
- **IE - 24-26 mars 2020 - Conférence internationale pour la recherche réaliste, l'évaluation et la synthèse :** Favoriser l'innovation dans la pratique : [Pour en savoir plus >>>](#)
- **En ligne - 13-14 mai 2020 - 13^e atelier sur les bonnes pratiques : Gestion des données pour l'évaluation des effets du PDR :** organisé par le Helpdesk Évaluation. Cet atelier sur les bonnes pratiques a pour objectif général de réfléchir sur les expériences de 2019 en matière de gestion des données, en vue de préparer l'évaluation *ex post* des PDR 2014-2020 et d'aider à identifier les enseignements nécessaires et pertinents pour le suivi et l'évaluation futurs. [Pour en savoir plus >>>](#)
- **BE - à déterminer - 13^e groupe de pilotage des réseaux ruraux.**
- **BE - Décembre 2020 - 7^e assemblée des réseaux ruraux.**

Que se passe-t-il dans VOTRE État membre ?

Partager les événements en rapport avec l'évaluation en envoyant un courrier électronique à info@ruralevaluation.eu

Le Helpdesk Évaluation travaille sous la supervision de l'Unité C4 (Suivi et Évaluation) de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne.

Le contenu de cette lettre d'information ne reflète pas nécessairement le point de vue officiel de la Commission européenne.

Helpdesk Évaluation européen pour le développement rural

BE-1040 Brussels, Boulevard Saint Michel 77-79 (Métro Montgomery/Thieffry) • E-mail: info@ruralevaluation.eu

Site web: <http://enrd.ec.europa.eu/evaluation/> • Tél. +32 2 737 51 30

Équipe éditoriale: Myles O. Stiffler, Hannes Wimmer • Graphisme: Karott' SA

Collaborateurs: Julia Gallardo Gómez, Sophie Helaine, Valdis Kudins, Eduardo Serrano Padial, Marili Parissaki, Zelie Peppiette, Iiri Raa, Géza Raskó, Myles O. Stiffler, Jela Tvrdonova, Hannes Wimmer, Darko Znaor

HELPDESK
ÉVALUATION
EUROPÉEN

POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

